

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 53

Votants 64

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 13 Avril à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Luzy
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 6 Avril 2023

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée
Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Xavier BUISSON
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAU, Alain REININGER, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- Charrin : Serge CAILLOT
- Châtillon-en-Bazois : Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chouigny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Dominique FOUSSE
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Florence CHANDIOUX,
Thierry DESCOURS

OBJET :

ASSAINISSEMENT :

MISE A JOUR DU

REGLEMENT DE
SERVICE DE
L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 03/05/2023

Publié ou notifié
le : 03/05/2023

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_074-DE

S²LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : /
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : Christian COURAULT
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Patrick CHARON
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christiane MAURY- JOSSERAND à M. Thierry LAPORTE
- 2 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN
- 3 - M. Michel MARIE à Mme Christine MASCARELLO
- 4 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 5 – M. Olivier FAURE à Mme Florence CHANDIOUX
- 6 – M. David JOYEUX à M. Alain REININGER
- 7 - Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 8 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 9 - M. Jean-Paul MARGERIN à Mme Annick BERTRAND
- 10 – M. Patrice BONNET à M. Serge CAILLOT
- 11- M. Thierry BEUGNON à M. Pascal PETIT

ASSAINISSEMENT : MISE A JOUR DU

REGLEMENT DE SERVICE DE

L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de l'assainissement, explique que le règlement modifié de service de l'assainissement collectif a été présenté à la commission assainissement du 8 mars 2023.

Le règlement est présenté.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, valide les modifications, apportées au règlement de service de l'assainissement collectif.

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_074-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 13 Avril 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

**Le Secrétaire de Séance,
Gilles GONIN.**



Communauté de communes Bazois Loire Morvan



Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le



ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_074-DE

REGLEMENT ASSAINISSEMENT COLLECTIF

SOMMAIRE

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 1 : Objet du règlement.	3
Article 2 : Gestion du service assainissement.	3
Article 3 : Prescriptions générales	3
Article 4 : Catégories d'eaux admises au déversement.	3
Article 5 : Définition du branchement.	3
Article 6 : Modalités générales d'établissement d'un branchement.	4
Article 7 : Déversements interdits dans le réseau d'assainissement collectif.	4
Article 8 : Travaux sur réseau unitaire.	4
CHAPITRE II : LES EAUX USEES DOMESTIQUES	4
Article 9 : Définition des eaux usées domestiques.	4
Article 10 : Caractère obligatoire du raccordement.	4
Article 11 : Demande de raccordement.	5
Article 12 : Réalisation des branchements d'eaux usées.	5
Article 13 : Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées.	5
Article 14 : Nombre de branchements par immeuble.	5
Article 15 : Frais d'établissement d'un branchement, d'une extension de réseau ou la création d'un nouveau réseau.	6
Article 16 : Surveillance, entretien, réparations, renouvellement des branchements situés sous le domaine public et privé.	6
Article 17 : Conditions de suppressions des branchements.	6
Article 18 : Redevance assainissement.	6
Article 19 : Comptabilisation de l'eau provenant de puits, sources, forages, ou de citernes de récupération d'eau de pluie.	7
CHAPITRE III : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES	7
Article 20 : Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures.	7
Article 21 : Raccordement entre domaine public et domaine privé. (Branchement neuf)	7
Article 22 : Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisances.	7
Article 23 : Indépendance du réseau.	7
Article 24 : Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux.	7
Article 25 : Pose de siphons.	8
Article 26 : Broyeurs d'éviers.	8
Article 27 : Descentes de gouttières.	8
Article 28 : Conformité des installations intérieures.	8
CHAPITRE IV : CONTRÔLES, SANCTIONS ET MESURES DE SAUVEGARDE	8
Article 29 : Agents du service assainissement, sanctions et poursuites.	8
Article 30 : Voie de recours des usagers.	8
Article 31 : Frais d'intervention.	8
CHAPITRE V : DISPOSITIONS D'APPLICATION	8
Article 32 : Date d'application.	8
Article 33 : Modification du règlement.	9
Article 34 : Clauses d'exécution.	9

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet du règlement.

L'objet du présent règlement définit les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans le réseau d'assainissement collectif des eaux usées. Ce règlement est applicable aux usagers des réseaux de collecte et des ouvrages d'épuration.

Article 2 : Gestion du service assainissement.

Le service de l'assainissement est géré conformément aux statuts de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan.

Ce service est désigné ci-après par le service d'assainissement.

Article 3 : Prescriptions générales.

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, notamment le Code de la Santé Publique, le Règlement Sanitaire Départemental, le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code de l'Urbanisme.

Article 4 : Catégories d'eaux admises au déversement.

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 8 du présent règlement (eaux dites « ménagères » et eaux spécifiquement « vannes »).

Pour tout autre déversement d'eaux dites assimilées domestiques ou non domestiques (industrielles, artisanales, etc...), une autorisation spécifique de rejet sera demandée (article L.1331-10 du code de la Santé Publique) au propriétaire. Le raccordement au réseau sera soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. Cette autorisation de déversement peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place des dispositifs suivants :

- Un séparateur à graisses est obligatoire sur les conduites d'évacuation anormalement chargées de matières flottantes telles que les eaux grasses de restaurants, traiteurs, boucheries, charcuteries, maison de retraite, cantines scolaires, ect.
- Un séparateur à fécules est obligatoire sur les conduites d'évacuation pour les

boulangeries et pâtisseries. L'installation d'un prétraitement comme un dégrilleur (campings et établissements similaires,...) par exemple.

Tout déversement d'hydrocarbures ou de matières volatiles est interdit dans le réseau d'eaux usées. Dans le cas de garage, aire de lavage, aires de distribution de carburants, le propriétaire devra demander une convention spéciale de déversement (unitaire : tri-partite, séparatif : soit commune ou CC) qui comprendra l'installation, à ses frais, de débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures. La convention de déversement devra intégrer les prescriptions de nettoyage et d'entretien des prétraitements. Il devra transmettre à la communauté de communes les justificatifs d'entretien à la fréquence définie dans la convention.

La communauté de communes pourra refuser la prise en charge des eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées pour les nouveaux branchements. Les rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part), même si le réseau est unitaire, ceci afin de permettre une évolution ultérieure vers un réseau séparatif.

Concernant la gestion des eaux pluviales en partie privée, la propriétaire devra se renseigner auprès de l'autorité compétente, à savoir la mairie. Il s'agira de privilégier une gestion intégrale des eaux pluviales à la parcelle.

Cette disposition ne s'applique pas aux branchements existants à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Dans tous les cas, il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement et de la mairie concernant la nature du système bordant sa propriété.

Article 5 : Définition du branchement.

On entend par « branchement », l'ouvrage de raccordement de l'usager au réseau public.

Il comprend, depuis la canalisation publique :

-un ouvrage permettant le raccordement au collecteur (du collecteur par le biais de la boîte de branchement);

-un ouvrage appelé « boîte de branchement » placé sous le domaine public de préférence et nécessaire au contrôle et à l'entretien du branchement.

(Le raccordement des réseaux privés collectifs est traité au chapitre III.)

La canalisation de raccordement chez le particulier située en amont de la boîte de branchement ainsi que le dispositif permettant

le raccordement à l'immeuble ne font pas partie du « branchement » mais sont à la charge du propriétaire.

Article 6 : Modalités générales d'établissement d'un branchement.

Le service d'assainissement fixe le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder et détermine, en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement de ce branchement, au vu de la demande (voir article 10).

Article 7 : Déversements interdits dans le réseau d'assainissement collectif.

Il est formellement interdit de déverser :

- les vidanges des piscines
- les eaux pluviales
- les matières de vidange provenant d'une installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- les ordures ménagères même après broyage,
- des liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- des peintures, solvants,
- les effluents d'origine agricole,
- les huiles usagées,
- **les lingettes,**
- les hydrocarbures et solvants,
- des matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

D'une façon générale, tout corps solide ou non, susceptible de nuire soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, de la station d'épuration, soit au personnel d'exploitation est interdit.

Le service d'assainissement peut effectuer chez tout usager du service et à toute époque, un prélèvement de contrôle qu'il estimera utile pour le bon fonctionnement du réseau.

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, l'usager s'expose aux sanctions définies au chapitre IV.

Les frais de contrôle et d'analyses seront à la charge de l'usager si la faute est avérée.

Article 8 : Travaux sur réseau unitaire.

Dans le cas de travaux sur le réseau unitaire, sur la partie publique ainsi que sur les branchements sur le domaine public (ex : affaissement de voirie sur réseau unitaire, changement de tampon de visite, pose d'équipement sur le réseau, réhabilitation de branchement) : ces travaux seront à 50 % à la charge du service assainissement (DELIB), et

50 % à la charge de la mairie concernée. En effet, le réseau unitaire collecte les eaux usées et les eaux pluviales.

CHAPITRE II : LES EAUX USEES DOMESTIQUES

Article 9 : Définition des eaux usées domestiques.

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessive, cuisine, salle de bain, salle d'eau...) et les eaux vannes (WC).

Article 10 : Caractère obligatoire du raccordement.

Comme le prescrit l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès au réseau d'assainissement collectif disposé pour recevoir les eaux usées domestiques (établi sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passages) doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau d'assainissement collectif. Suite à la réception des travaux d'un réseau d'assainissement neuf, l'usager paiera la redevance d'assainissement 6 mois suite à la réception de chantier et sa mise en service. Pendant une période de 2 ans et sur demande du particulier, le contrôle de raccordement sera réalisé à titre gratuit.

S'il s'avère que les techniciens doivent faire une contre-visite, celle-ci sera payante, d'un montant de 130 € (d'après la délibération adoptée en conseil communautaire en date du 13/04/2023). Les techniciens de la communauté de communes vérifieront si l'habitation est correctement raccordée au réseau d'eaux usées de la commune concernée. Sur demande du propriétaire, un arrêté communautaire pourra porter à dix ans le délai de raccordement des immeubles suivants :

- dont la construction ou l'affectation a fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis d'aménager) depuis moins de dix ans,
- dotés d'une installation d'assainissement non-collectif dont la conception et les performances sont conformes aux normes en vigueur à la date de la demande, qui a été conçue il y a moins de 10 ans.

Au cas où, postérieurement à l'arrêté de prolongation, les performances de l'installation d'assainissement non-collectif s'avèreraient insuffisantes du fait d'un

défaut d'entretien, le délai serait automatiquement ramené à un an.

Au terme de ce délai de 2 ans, conformément aux prescriptions de l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui sera majorée dans une proportion de 100%.

Au-delà de ce délai, la communauté de communes pourra faire une campagne de contrôles de raccordements pour les particuliers qui ne se sont pas manifestés dans les deux premières années. Les immeubles qui sont édifiés postérieurement à l'exécution des canalisations doivent y être raccordés avant que l'immeuble soit livré à l'habitation. Il est précisé qu'un immeuble situé directement ou indirectement en contrebas d'une voie publique desservie par le réseau d'eaux usées, est considéré comme raccordable. Dans ce cas, le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire au raccordement (poste de relevage) est à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Article 11 : Demande de raccordement.

Tout raccordement doit faire l'objet d'une demande adressée à la communauté de communes. Cette demande doit être signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle comporte éléction de domicile attributif de juridiction sur la communauté de communes et entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement. Elle est établie en 2 exemplaires dont l'un est conservé par la communauté de communes et l'autre restitué à l'usager. Un imprimé type est à la disposition des demandeurs et fourni par la communauté de communes.

La demande doit être accompagnée d'un plan de masse de la propriété sur lesquels sont indiqués de façon précise la position souhaitée de la sortie du ou des collecteurs intérieurs. Les lotissements et extensions de réseau feront l'objet de conventions particulières.

Article 12 : Réalisation des branchements d'eaux usées.

Les ouvrages des branchements publics qui ne sont pas réalisés lors de la construction générale du réseau (ainsi que pour les constructions neuves) seront réalisés à la demande du propriétaire et à ses frais par une entreprise choisie par ses soins, sous le contrôle du service d'assainissement.

Les ouvrages sur le domaine public réalisés aux frais du demandeur seront immédiatement incorporés au réseau public, propriété de la collectivité. En tant que maître d'ouvrage, il faut s'assurer que l'entreprise qui est retenue a bien procédé aux Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des divers concessionnaires (EDF, GDF, France Télécom...) via le téléservice www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr.

Le plan de recollement du branchement devra être transmis au service assainissement en classe de précision A.

En cas d'absence de boîte de branchement, la limite du branchement est la frontière entre le domaine public et le domaine privé.

Article 13 : Caractéristiques techniques des branchements d'eaux usées.

Le raccordement des immeubles, partie comprise entre l'égout public et la limite du domaine privé, est constitué par une canalisation de diamètre intérieur supérieur ou égal à 125 mm à joint,

Un regard de branchement d'un diamètre extérieur minimum de 300 mm à passage direct et une couverture tampon fonte hydraulique 400 mm x 400 mm de classe C250. Ce regard est muni d'un tampon articulé étanche classe de résistance 250 kN minimum. Il doit être visible et accessible. A titre exceptionnel, par dérogation, en cas d'impossibilité technique, la boîte de branchement pourra être située en domaine privé avec l'accord de la collectivité (acte écrit avec convention de servitude pour accès en partie privée du service assainissement), à la limite du domaine public. L'usager devra assurer en permanence l'accessibilité à la collectivité.

- tout raccordement sur un réseau existant se fera impérativement par carottage et/ou via une culotte de branchement en PVC avec une jonction étanche si cela est possible. Un raccord d'adaptation étanche sera demandé pour un raccordement sur un réseau existant.

Ces dispositifs doivent être conformes aux dispositions de l'article 42 du Règlement Sanitaire Départemental relatif à la ventilation des égouts lorsque sont installés des dispositifs d'entrée d'air et du fascicule 70 du CCTG.

Article 14 : Nombre de branchements par immeuble.

Tout immeuble bâti ayant accès au réseau public être pourvu d'au moins un branchement

particulier. Si un immeuble n'est pas pourvu de boîte de branchement lors de la création du réseau d'assainissement, le propriétaire peut demander sa mise en place à ses frais.

Dans le cas d'une construction d'un réseau d'assainissement neuf, tout propriétaire peut solliciter la mise en place de plusieurs branchements. Seul le premier branchement est pris en charge par la communauté de communes

Article 15 : Frais d'établissement d'un branchement, d'une extension de réseau ou la création d'un nouveau réseau.

Les frais d'établissement d'un nouveau branchement ou de réhabilitation d'un branchement existant sur le domaine public est payée du particulier à l'entrepreneur choisi par ses soins avec l'accord préalable de la communauté de communes. Cette disposition ne s'applique pas pour les créations d'un réseau d'assainissement neuf en zonage collectif.

Attention, en cas de demande d'un ou plusieurs particuliers d'un prolongement de réseau d'eaux usées situé hors zonage ou en zonage d'assainissement, la collectivité décidera de sa faisabilité ou non par délibération. La collectivité n'a pas de délai pour desservir les immeubles en zonage collectif. Les propriétés classées en zonage d'assainissement collectif non desservie par le réseau collectif doivent avoir une installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement.

Article 16 : Surveillance, entretien, réparations, renouvellement des branchements situés sous le domaine public et privé.

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public et privé (en cas de collecteur public) sont à la charge de la communauté de communes. Les agents du service assainissement doivent pouvoir accéder aux installations intérieures, y compris les séparateurs à graisses, à hydrocarbures et les fosses à boues pour en vérifier le bon état d'entretien, au besoin.

Dans le cas où il est reconnu par le service d'assainissement, habilité à cet effet, que les dommages sont dus à la négligence, à l'imprudance ou à la malveillance d'un usager, toute intervention du service est à la charge du responsable de ses dégâts.

Le propriétaire riverain est responsable des conséquences causées par la présence

d'objets vivants ou non vivants (racines d'arbres par exemple), situés sur sa propriété, qui pourraient impacter le bon fonctionnement du réseau d'assainissement.

Lors de la mise en demeure, c'est la collectivité qui fait réaliser les opérations de nettoyage et de réparations, elle répercute le coût à l'usager responsable des dégâts.

Une contre-visite sera effectuée après travaux et sera payante, pour un montant de 130 €.

Article 17 : Conditions de suppressions des branchements.

La suppression ou la transformation des branchements doit être décidée obligatoirement par la communauté de communes.

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraîne la suppression d'un branchement ou sa modification, les frais correspondants sont à la charge du propriétaire de l'immeuble. Il en est de même en cas de démolition accidentelle ou sur décision administrative.

Article 18: Redevance assainissement.

Les dépenses engagées par la communauté de communes pour collecter et épurer les eaux usées sont équilibrées par le produit d'une redevance, pour service rendu à l'usager. Elle peut varier selon les besoins du service par délibération du conseil communautaire.

La facturation de la redevance assainissement est posée par le décret n° 2007-1339 du 11 septembre 2007 relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le code général des collectivités territoriales (R2333-123 à R2333-125 du CGCT).

La redevance d'assainissement collectif comprend une part variable et une part fixe.

La part variable est déterminée en fonction du volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution de l'eau potable ou sur toute autre source, dont l'usage génère le rejet d'une eau usée collectée par le service d'assainissement.

Cas particulier de la commune de Chiddes : La redevance pour le bourg de la commune de Chiddes est recouverte directement par la communauté de communes via la trésorerie de Nevers. La consommation des usagers est transmise à la communauté de communes une fois par an par la mairie de Chiddes, au mois de juillet, en même temps que les relevés d'eaux potables.

Pour les autres communes, celles-ci sont recouvertes par les délégataires des syndicats d'eau potable et ensuite reversées à la

communauté de communes.

La part fixe correspond aux charges fixes et aux investissements du service d'assainissement. Toute habitation raccordée ou raccordable doit s'acquitter de la part fixe et de la part variable.

En cas de vente d'un immeuble ou à la demande d'un propriétaire ou de son mandataire pour des conseils sur site, la communauté de communes peut vérifier la conformité ou non de son branchement au réseau d'eaux usées ou donner des conseils sur site. Ce contrôle en cas de vente n'est pas obligatoire.

Article 19 : Comptabilisation de l'eau provenant de puits, sources, forages, ou de citernes de récupération d'eau de pluie.

Toute personne utilisant pour des usages domestiques, en totalité ou partiellement, de l'eau non issue du service public d'eau potable est tenue d'en faire la déclaration en mairie.

Dans le cas où l'usage de cette eau générerait le rejet d'eaux usées collectées par le service d'assainissement, la redevance d'assainissement collectif est calculée :

- soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus aux frais de l'usager et dont les relevés sont transmis au service d'assainissement dans les conditions fixées par l'autorité et mentionnée par le décret n° 2007-1339 du 11 septembre 2007 relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le code général des collectivités territoriales (2333-122 du CGCT).

- soit à défaut de dispositifs de comptage ou de justification de la conformité des dispositifs de comptage par rapport à la réglementation, ou en l'absence de transmission des relevés, sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé, définis par la même autorité.

Consommation de référence : 50 m³ par an et par habitation.

CHAPITRE III : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Article 20 : Dispositions générales sur les installations sanitaires intérieures.

Le Règlement Sanitaire Départemental publié au recueil des actes administratifs du département de la Nièvre est applicable, et

notamment les articles contenus dans le chapitre III, sections 2 et 3.

Article 21 : Raccordement entre domaine public et domaine privé. (Branchement neuf)

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées en amont de la boîte de branchement. Le raccordement des canalisations privées sur la boîte de branchement est à la charge exclusive du propriétaire.

Un contrôle des canalisations est exercé par le service assainissement avant le raccordement et le remblaiement. Les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'art, (étanchéité parfaite des canalisations). Le raccordement à la boîte de branchement doit être effectué à l'endroit prévu à cet effet, le percement de celle-ci est interdit. La mise en place de tuyaux à joints est préconisée. Un certificat de conformité sera délivré au propriétaire après vérification du branchement.

Article 22 : Suppression des anciennes installations, anciennes fosses, anciens cabinets d'aisances.

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Si l'enlèvement de ces fosses n'est pas possible ou difficilement réalisable, l'installation doit, avant sa condamnation, être rincée à l'eau, désinfectée au lait de chaux et murée hermétiquement aux deux extrémités. Les puisards doivent être comblés avec du gravier sablonneux et les fosses d'aisance vidangées, nettoyées et désinfectées.

Article 23 : Indépendance du réseau.

Il est interdit tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées ; il est de même interdit tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une suppression créée dans la canalisation d'évacuation.

Article 24 : Etanchéité des installations et protection contre le reflux des eaux.

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égouts publics

dans les caves, sous-sols et cours, lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondante au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation, doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public, doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et / pluviales.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

En cas de présence d'exutoire d'un déversoir d'orage sur le domaine privé, l'obstruction de toutes canalisations est formellement interdite.

Article 25 : Pose de siphons.

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons conformes à la normalisation en vigueur, empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit. Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

Article 26 : Broyeurs d'éviers.

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères, même après broyage préalable est interdite.

Article 27 : Descentes de gouttières.

Les descentes de gouttières doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées jusqu'en limite de propriété.

Article 28 : Conformité des installations intérieures.

Le service d'assainissement a la possibilité de contrôler à tout moment la conformité des installations intérieures au présent règlement. Dans le cas où des défauts seraient constatés et sur réquisition du titulaire du pouvoir de police, le propriétaire doit y remédier sans délai et à ses frais. La contre-visite sera facturée au propriétaire de l'immeuble.

CHAPITRE IV : CONTRÔLES, SANCTIONS ET MESURES DE SAUVEGARDE

Article 29 : Agents du service assainissement, sanctions et poursuites.

Les agents du service d'assainissement sont agréés par la communauté de communes Bazois Loire Morvan. Ils sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement et peuvent réaliser des prélèvements si nécessaire. Les infractions au présent règlement peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

En cas d'urgence, lorsque les rejets effectués sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement par lequel s'effectuent ces rejets peut être obturé sur constat par un agent, et décision du titulaire du pouvoir de police.

Article 30 : Voie de recours des usagers.

Préalablement à la saisie des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux à la présidente de la collectivité. L'absence de réponse au recours, dans un délai de deux mois fait décision de rejet.

Article 31 : Frais d'intervention.

Si des désordres apparaissent sur un ouvrage public d'assainissement, dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager, toutes les dépenses seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants comprennent :

- les opérations de recherche du responsable ;
- les frais nécessaires à la remise en état des ouvrages.
- les frais de gestion du service assainissement.

Les frais sont déterminés en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 32 : Date d'application.

Le présent règlement, adopté par conseil communautaire en date du 13 avril 2023

s'applique à compter du 14 avril 2023, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 33 : Modification du règlement.

Des modifications au présent règlement peuvent être discutées par la collectivité et adoptées par la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois, ces modifications devront être portées à la connaissance des usagers du service sur le panneau d'affichage de la collectivité.

Article 34 : Clauses d'exécution.

La présidente, les agents du service assainissement habilités à cet effet et le receveur municipal en tant que de besoin sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent règlement.

Le Président – Serge CAILLOT



The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Serge CailLOT', written over a circular official stamp. The stamp is also in blue ink and contains the following text: 'COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BAZOIS LOIRE MORVAN' around the perimeter, 'CCBLM' in the center, and '11 Pl. Lafayette 58290 Moulins-Engilbert' below the center.